



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

avis 61.544/4  
du 14 juin 2017

sur

un projet d'arrêté du  
Gouvernement de la Région de  
Bruxelles-Capitale 'portant  
création de Bruxelles Fonction  
Publique'

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

advies 61.544/4  
van 14 juni 2017

over

een ontwerp van besluit van de  
Brusselse Hoofdstedelijke  
Regering 'houdende oprichting  
van Brussel Openbaar Ambt'

Le 16 mai 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement 'portant création de Bruxelles Fonction Publique'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 14 juin 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 juin 2017.

\*

Op 16 mei 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen, een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Regering 'houdende oprichting van Brussel Openbaar Ambt'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 14 juni 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 juni 2017.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### OBSERVATION GÉNÉRALE

De nombreuses dispositions du projet sont dépourvues du caractère réglementaire requis par l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, pour qu'elles relèvent de la compétence d'avis de la section de législation. Ne sont en effet pas réglementaires « les projets qui règlent l'organisation d'un département ministériel et qui délèguent certaines compétences exécutives au ministre ou à des fonctionnaires »<sup>1</sup>.

La section de législation n'est par conséquent pas compétente pour donner un avis sur ces dispositions<sup>2</sup>.

Seuls les articles 6, § 1<sup>er</sup> à 3, 8, alinéas 1<sup>er</sup> et 5, 9, § 3, 10 et 11, et 14 (en tant que cette dernière disposition concerne les dispositions précédentes), lesquels visent à régler le statut administratif et pécuniaire ou la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel concernés, revêtent le caractère réglementaire requis par l'article 3, § 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

### OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

#### PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1<sup>er</sup>, les dispositions visées à titre de fondement légal sont précédées du mot « notamment ».

Or le préambule d'un arrêté ne doit pas indiquer le mot « notamment » avant l'énumération des articles cités comme fondement juridique. En effet, l'usage de ce mot donne l'impression que l'énumération des articles est incomplète, alors que l'auteur de l'acte doit

---

<sup>1</sup> Voir, notamment, l'avis 50.011/2/V donné le 10 août 2011 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 octobre 2011 'déterminant les délégations de compétences au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté'; l'avis 57.553/2 donné le 15 juin 2015, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 mars 2015 'régulant le changement d'appellation du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale'; l'avis 60.390/4 donné le 30 novembre 2016 sur un projet d'arrêté 'portant création du Service public régional de Bruxelles Fiscalité'; l'avis 61.419/4 donné le 30 mai 2017 sur un projet d'arrêté 'portant création de Bruxelles Urbanisme & Patrimoine'.

<sup>2</sup> Voir le Rapport annuel 2008-2009, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « L'institution », pp. 35 et s.

rechercher et citer avec précision toutes les dispositions qui constituent le fondement juridique de l'acte qu'il rédige <sup>3</sup>.

L'alinéa 1<sup>er</sup> sera revu en fonction de cette recommandation.

2. L'alinéa 2 vise l'article 40, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises'.

Cependant, cette disposition a pour objet de rendre applicable l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' à la Région de Bruxelles-Capitale. Elle ne constitue donc pas le fondement de la compétence de l'auteur de projet.

L'alinéa 2 sera donc omis.

3. Le fondement juridique d'un arrêté désigne les dispositions des actes de droit interne qui habilitent un organe déterminé à énoncer des règles dans la sphère des compétences qui lui sont attribuées <sup>4</sup>.

L'alinéa 3 vise l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public'. Or cette disposition ne contient aucune habilitation.

Il en va de même de l'article 1<sup>er</sup> (lire 4), 13°, de l'ordonnance du 4 septembre 2008 'visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise', qui est visé à l'alinéa 4 du préambule.

Les alinéas 3 et 4 seront donc également omis.

4. L'article 10 du projet a pour fondement légal l'article 10, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 décembre 1974 'organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités'.

Le préambule sera donc complété par un alinéa qui visera cette disposition, en en mentionnant la modification.

5. Le préambule vise notamment les arrêtés suivants :

- « [...] l'arrêté du 4 décembre 1997 créant une banque de données concernant le personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- [...] l'arrêté du 28 septembre 2005 pris en exécution de l'ordonnance du 3 avril 2003 portant création d'un service interne de traitement des plaintes dans les services administratifs de la Région de Bruxelles-Capitale ;

---

<sup>3</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 27, b).

<sup>4</sup> *Ibid.*, recommandation n° 22.

- [...] l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- [...] l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel ».

Cependant, ces arrêtés ne sont pas modifiés par le projet <sup>5</sup>. Ils seront donc omis du préambule.

6. L'accord du Ministre du Budget, visé au préambule, ne figure pas au dossier transmis au Conseil d'État.

L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de cette formalité préalable obligatoire <sup>6</sup>.

7. Dans le texte français, il faut écrire « Après délibération », au singulier.

#### DISPOSITIF

##### Article 6

Le paragraphe 2 prévoit que le directeur général et le directeur général adjoint <sup>7</sup> exercent leurs mandats conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 « ou à toutes autres réglementations qui viendraient à les remplacer ».

S'agissant d'une référence dynamique, il n'y a pas lieu de viser également « ou à toutes autres réglementations qui viendraient à les remplacer ». Ces mots seront donc omis <sup>8</sup>.

##### Article 8

L'alinéa 5 contient une autohabilitation et constitue un rappel inutile de l'article 87, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

Cet alinéa sera donc omis.

---

<sup>5</sup> *Ibid.*, recommandation 29.

<sup>6</sup> Voir en ce sens, notamment, l'avis 51.123/2 donné le 18 avril 2012 sur un avant-projet devenu la loi du 3 août 2012 'modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile et la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile' (*Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 2216/001, pp. 14-17).

<sup>7</sup> Pareils grades s'écrivent sans la majuscule dans l'ensemble du texte.

<sup>8</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 73. Voir également l'avis 61.419/4 donné le 30 mai 2017 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant création de Bruxelles Urbanisme & Patrimoine'.

### Article 9

1. Au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, il y a lieu de se référer exclusivement aux membres du personnel visés au paragraphe 1<sup>er</sup>.
2. Le paragraphe 3 prévoit qu'un nouveau contrat sera proposé au personnel contractuel.

En l'occurrence, si le contrat qui lie le personnel transféré est, lors du transfert modifié, dans l'un de ses éléments essentiels, notamment le changement de l'employeur, cette modification doit faire l'objet d'un accord entre les parties, le cas échéant, constaté dans un avenant écrit au contrat. Point n'est donc besoin de conclure un nouveau contrat de travail. Si la situation devait requérir qu'un « nouveau » contrat de travail soit conclu, il va sans dire que cette conclusion ne pourra faire échec au calcul des périodes de travail antérieures à sa conclusion par exemple pour l'octroi d'un préavis ou d'une indemnité de licenciement en cas de rupture ultérieure du « nouveau » contrat.

### Article 10

L'article 10 remplace l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 1990 'portant création de comités de concertation de base dans le ressort du Comité de Secteur Région de Bruxelles-Capitale'.

Cependant, ce remplacement ne tient pas compte de la modification de la même disposition projetée par l'article 13 du projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant création de Bruxelles Urbanisme & Patrimoine'<sup>9</sup>. L'auteur du projet veillera donc à la cohérence de ces modifications.

### Article 14

L'article 14 charge le Ministre-Président de l'exécution de l'arrêté en projet. Interrogée quant à la raison pour laquelle le Ministre-Président était cité à cette fin, la déléguée du Ministre a répondu comme suit :

« Il est Ministre de la fonction publique et délègue sa compétence à la Secrétaire d'État en charge de la fonction publique qui ne signe pas les arrêtés ».

---

<sup>9</sup> Sur lequel la section de législation a donné le 30 mai 2017 l'avis 61.419 /4.

Cependant, il convient, dans l'article d'exécution, de ne pas désigner un ministre individuellement en citant ses attributions telles qu'elles figurent dans son arrêté de nomination, mais de façon abstraite le membre du collège compétent dans la matière régie par l'arrêté <sup>10</sup>.

Le projet sera modifié en ce sens.

\*

---

<sup>10</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 167. Voir encore l'avis 61.419/4.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### ALGEMENE OPMERKING

Het ontwerp bevat tal van bepalingen die niet van reglementaire aard zijn in de zin van artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zodat ze niet onder de adviesbevoegdheid van de afdeling Wetgeving vallen. “Ontwerpen die de organisatie van een ministerieel departement regelen en die bepaalde uitvoerende bevoegdheden delegeren aan de minister of aan ambtenaren” zijn immers niet van reglementaire aard.<sup>1</sup>

Bijgevolg is de afdeling Wetgeving niet bevoegd om over die bepalingen van advies te dienen.<sup>2</sup>

De enige artikelen die reglementair van aard zijn zoals vereist bij artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zijn de artikelen 6, § 1 tot 3, 8, eerste en vijfde lid, 9, § 3, 10 en 11, en 14 (de laatstgenoemde bepaling in zoverre ze betrekking heeft op de voorgaande bepalingen), die de rechtspositie en de bezoldiging of het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de betrokken personeelsleden beogen vast te stellen.

### BIJZONDERE OPMERKINGEN

#### Aanhef

1. De bepalingen die in het eerste lid als rechtsgrond worden vermeld, worden voorafgegaan door het woord “inzonderheid”.

In de aanhef van een besluit mag de opsomming van de artikelen die als rechtsgrond worden aangevoerd echter niet beginnen met het woord “inzonderheid”. Het gebruik van dat woord wekt immers de indruk dat de opsomming van de artikelen onvolledig is, terwijl

---

<sup>1</sup> Zie in het bijzonder advies 50.011/2/V, op 10 augustus 2011 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 oktober 2011 ‘tot vaststelling van delegaties van bevoegdheden aan de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid’; advies 57.553/2, op 15 juni 2015 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 maart 2015 ‘tot regeling van de naamswijziging van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’; advies 60.390/4, op 30 november 2016 gegeven over een ontwerp van besluit ‘betreffende de oprichting van de Gewestelijke overheidsdienst Brussel Fiscaliteit’; advies 61.419/4, op 30 mei 2017 gegeven over een ontwerp van besluit ‘houdende oprichting van Brussel Stedenbouw & Erfgoed’.

<sup>2</sup> Zie het jaarverslag 2008-2009, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “De instelling”, 34 en volgende.

de steller van de regeling moet nagaan welke bepalingen allemaal de rechtsgrond vormen van de regeling die hij opstelt, en deze nauwkeurig moet vermelden.<sup>3</sup>

Het eerste lid moet in het licht van die aanbeveling worden herzien.

2. Het tweede lid vermeldt artikel 40, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’.

Die bepaling strekt er echter toe artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ toepasselijk te maken op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Ze vormt dus geen rechtsgrond voor de bevoegdheid van de steller van het ontwerp.

Het tweede lid moet dan ook worden weggelaten.

3. De rechtsgrond van een besluit wordt gevormd door de bepalingen van de teksten van intern recht die een bepaald orgaan machtigen om regels te formuleren binnen zijn bevoegdheden.<sup>4</sup>

Het derde lid vermeldt artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 ‘betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut’. Die bepaling bevat echter geen enkele machtiging.

Hetzelfde geldt voor artikel 1 (lees: 4), 13°, van de ordonnantie van 4 september 2008 ‘ter bevordering van diversiteit en ter bestrijding van discriminatie in het Brussels gewestelijk openbaar ambt’, dat in het vierde lid van de aanhef wordt vermeld.

Het derde en het vierde lid moeten dus eveneens worden weggelaten.

4. Artikel 10 van het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 10, § 1, van de wet van 19 december 1974 ‘tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel’.

De aanhef moet dus worden aangevuld met een lid waarin die bepaling wordt vermeld, waarbij ook de wijziging die daarin is aangebracht, moet worden opgegeven.

5. In de aanhef worden onder meer de volgende besluiten vermeld:

- “[...] het besluit van 4 december 1997 tot oprichting van een gegevensbank betreffende het personeel van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de instellingen van openbaar nut die onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ressorteren;

<sup>3</sup> *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27, b).

<sup>4</sup> *Ibid.*, aanbeveling 22.

- [...] het besluit van 28 september 2005 genomen tot uitvoering van de ordonnantie van 3 april 2003 houdende oprichting van een interne dienst voor klachtenbehandeling in de administratieve diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- [...] het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- [...] het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden.”

Die besluiten worden echter niet door het ontwerp gewijzigd.<sup>5</sup> Ze moeten dus uit de aanhef worden weggelaten.

6. De akkoordbevinding van de minister van Begroting, die in de aanhef wordt vermeld, bevindt zich niet in het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit verplicht voorafgaand vormvereiste wordt vervuld.<sup>6</sup>

7. In de Franse tekst schrijve men “Après délibération”, in het enkelvoud.

### Dispositief

#### Artikel 6

Paragraaf 2 bepaalt dat de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal<sup>7</sup> hun mandaten uitoefenen overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 “of overeenkomstig alle andere reglementeringen die deze zouden vervangen”.

Aangezien het om een dynamische verwijzing gaat, is er geen reden om ook te schrijven: “of overeenkomstig alle andere reglementeringen die deze zouden vervangen”. Die woorden moeten dus worden weggelaten.<sup>8</sup>

---

<sup>5</sup> *Ibid.*, aanbeveling 29.

<sup>6</sup> Zie in die zin in het bijzonder advies 51.123/2, op 18 april 2012 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 3 augustus 2012 ‘tot wijziging van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid en de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming’ (*Parl.St.* Kamer 2011-12, nr. 53-2216/001, 14-17).

<sup>7</sup> Dergelijke graden worden zonder hoofdletter geschreven. Dat geldt voor heel de tekst.

<sup>8</sup> *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 73. Zie ook advies 61.419/4, op 30 mei 2017 gegeven over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘houdende oprichting van Brussel Stedenbouw & Erfgoed’.

### Artikel 8

In het vijfde lid verleent de regering een machtiging aan zichzelf. De bepaling vormt een overbodige herhaling van artikel 87, § 2, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’.

Dat lid moet dan ook worden weggelaten.

### Artikel 9

1. In paragraaf 2, eerste lid, hoort enkel te worden verwezen naar de personeelsleden die in paragraaf 1 worden vermeld.
2. Paragraaf 3 bepaalt dat een nieuw contract aan het contractueel personeel zal worden voorgesteld.

Indien een wezenlijk onderdeel van het contract van het overgehevelde personeel, onder meer de identiteit van de werkgever, tijdens de overheveling wordt gewijzigd, moeten de partijen het over die wijziging eens zijn, wat zo nodig in een schriftelijk aanhangsel bij het contract wordt vastgelegd. Er hoeft dus geen nieuw arbeidscontract te worden gesloten. Indien de situatie zou vereisen dat een “nieuw” arbeidscontract wordt gesloten, moeten de periodes van tewerkstelling die aan het sluiten van dat nieuwe contract voorafgaan, daarbij vanzelfsprekend in aanmerking worden genomen, bijvoorbeeld voor het toekennen van een opzeggingstermijn of een opzeggingsvergoeding wanneer het “nieuwe” contract naderhand zou worden verbroken.

### Artikel 10

Artikel 10 vervangt artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 december 1990 ‘houdende oprichting van basisoverlegcomités in het gebied van het Sectorcomité Brusselse Hoofdstedelijk Gewest’.

Bij die vervanging is echter geen rekening gehouden met de wijziging van dezelfde bepaling die in het vooruitzicht wordt gesteld door artikel 13 van het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘houdende oprichting van Brussel Stedenbouw & Erfgoed’.<sup>9</sup> De steller van het ontwerp moet er dus op toezien dat die wijzigingen samenhangend zijn.

### Artikel 14

Artikel 14 belast de minister-president met de uitvoering van het ontworpen besluit. Op de vraag waarom de minister-president daartoe wordt vermeld, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

---

<sup>9</sup> Waarover de afdeling Wetgeving advies 61.419/4 op 30 mei 2017 heeft gegeven.

“Il est Ministre de la fonction publique et délègue sa compétence à la Secrétaire d'État en charge de la fonction publique qui ne signe pas les arrêtés.”

In plaats van in het uitvoeringsbesluit een minister individueel aan te wijzen met vermelding van zijn bevoegdheden zoals ze in zijn benoemingsbesluit voorkomen, moet het lid van het college dat bevoegd is voor de bij het besluit geregelde aangelegenheid echter op abstracte wijze worden aangewezen.<sup>10</sup>

Het ontwerp moet in die zin worden gewijzigd.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

---

<sup>10</sup> *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 167. Zie voorts advies 61.419/4.